

MALI

# Renaissance du pastoralisme nomade

► Un article de *Linda Gardelle*

**Au Mali comme dans d'autres pays d'Afrique, les préoccupations des autorités politiques restent fort éloignées de la question du pastoralisme. Toutefois, à l'heure des multiples transformations entraînées par la mondialisation, une certaine partie de l'élite malienne comprend peu à peu que l'élevage nomade peut être un atout pour le pays.**

Ces dernières décennies, le pastoralisme nomade est loin d'avoir été au centre de l'action politique et des investissements. Cependant, au ministère de l'Élevage et dans les différentes institutions qui y sont rattachées, le nomadisme pastoral est aujourd'hui présenté de manière positive : comme le répètent depuis un certain nombre d'années les agronomes, le pastoralisme serait intéressant non seulement parce qu'il permet de tirer profit des immenses territoires arides du Sahel et du Sahara, mais aussi parce qu'il est prometteur tant du point de vue économique que sanitaire et écologique.

**« Avant tout, c'est l'utilité du mode de production pastoral pour l'économie nationale qui est relevée. »**

Le président malien Amadou Toumani Touré déclarait déjà, en 2004, que « l'élevage est plus rentable que le coton. Si nous ne vendons pas la viande, nous pouvons la manger »<sup>1</sup>. Chez les hauts responsables, dans le secteur de l'élevage, une réelle prise de conscience de l'intérêt du pastoralisme se fait peu à peu. Ainsi,

Abderrahmane Coulibaly, à la tête de l'Office malien de bétail et de la viande (Ombevi), affirmait : « Il n'est pas question de sédentariser les nomades. Notre supériorité, c'est cet élevage-là. C'est vraiment notre avantage. Nous voulons l'entretenir »<sup>2</sup>.

## Les atouts de l'élevage nomade

Parmi les nombreux avantages du pastoralisme mis en avant, les arguments écologiques ne sont pas oubliés. Alors que les pasteurs nomades furent perçus pendant plusieurs décennies comme des populations archaïques au mode de vie dépassé, les spécialistes s'accordent à dire aujourd'hui que le pastoralisme permet de lutter contre la sécheresse et la désertification en zone aride. Avec ses sabots, le bétail réalise un sarclage qui favorise l'éclosion des graines ; par ses déplacements, il permet leur dissémination ; les fruits de certains arbres (notamment les acacias) germent après leur passage dans le transit intestinal, et ses excréments fertilisent le sol. En cela, l'élevage extensif peut être considéré comme un bon moyen de lutte contre la désertification. En outre, les milieux sahéliens et désertiques ont un climat plutôt sain pour le bétail (faible présence de parasites).

Tout comme est admise la bonne adéquation entre l'élevage nomade et les contraintes des régions arides, la qualité biologique des productions carnées et laitières issues du pastoralisme est maintenant connue. Les répercussions sur l'environnement, les animaux et la santé des consommateurs dues aux élevages intensifs des pays industrialisés

2 : Ces propos, comme les suivants, sont issus d'entretiens réalisés par l'auteure dans le cadre d'une thèse intitulée *Des sociétés nomades et des États. Enjeux identitaires en Mongolie et au Mali* soutenue le 26 novembre 2007 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut d'étude du développement économique et social (IEDES).

1 : Déclaration citée sur le site internet d'informations africaines [www.africone.com](http://www.africone.com)

Suite à la page suivante ►

*Linda Gardelle*

est sociologue, enseignante-chercheuse à l'Ensieta (Brest), auteure de *Pasteurs touaregs dans le Sahara malien* (Buchet/Chastel 2010) et *Pasteurs nomades de Mongolie* (Buchet/Chastel 2010).



Chameliers au Mali.

> sont critiquées. Le député Yaya Haidara atteste l'avantage de l'élevage nomade à ce sujet : « *Au niveau de la qualité c'est très bon. Ce mode de vie doit être conservé car il a ses qualités* ».

Si des arguments sociaux et culturels sont exprimés, ils le sont toutefois rarement. Or, le pastoralisme représente la base socio-culturelle et identitaire des populations du Nord, touarègues notamment. Dans ce contexte, l'intensification de l'élevage ou la sédentarisation représentent une rupture brutale avec l'environnement culturel et social. Au-delà des difficultés matérielles et morales immédiates, de profondes transformations culturelles remodelent les relations sociales. Les torts causés au statut de la femme en sont un exemple. Celle-ci a traditionnellement une place de choix dans la société touarègue, qui se redéfinit à son désavantage lors d'une installation en milieu urbain.

Cet aspect culturel reste souvent négligé, contrairement à d'autres pays où l'argumentaire en faveur du pastoralisme repose avant tout sur sa valeur identitaire, comme dans certains pays d'Asie centrale, et en Mongolie en particulier, où la production pastorale est mise sur un piédestal en tant que symbole et fierté nationale<sup>3</sup>. En Afrique de l'Ouest, le pastoralisme nomade n'est pas vu comme attractif sur le plan culturel et touristique par les autorités bien que l'image de l'homme bleu sur son dromadaire soit largement utilisée par les professionnels locaux du tourisme...

Avant tout, c'est l'utilité du mode de production pastoral pour l'économie nationale qui est relevée par les responsables politiques maliens. Les arguments économiques et sanitaires ne sont

3 : Voir L. Gardelle et S. Ruhlmann, 2009, « La revalorisation des produits du terroir en Mongolie : des logiques économiques, écologiques et culturelles », Autrepart n°50, pp. 135-152.

en effet pas négligeables... Le recul de l'agriculture vivrière a accru une insécurité alimentaire chronique et les importations (viande, céréales) ont dans le même temps augmenté. Or l'élevage est un vecteur fondamental de lutte contre la famine et la malnutrition. Les responsables politiques en ont conscience. De plus, les espaces peu propices à l'agriculture peuvent ainsi générer des revenus. Selon Mamadou Coulibaly, directeur national des productions et des industries animales, l'une des figures les plus influentes dans le domaine de l'élevage : « *Le pastoralisme nomade doit perdurer. C'est le seul mode d'élevage qui peut valoriser les zones du Nord, qui sont presque désertiques. L'élevage nomade est à encourager* ».

**« L'élevage n'est pas considéré, pas mis en valeur. »**

Ce sont finalement des discours positifs au sujet du pastoralisme que l'on retrouve chez la plupart des responsables de ce domaine. Or, ce sont eux qui ont entre les mains les politiques consacrées à ce secteur, avec, indubitablement, les restrictions évidentes dues au maigre budget qui leur est imparti... Dans les textes exécutifs consacrés à l'élevage<sup>4</sup>, les mêmes volontés d'encourager et de développer ce secteur sont perceptibles au-delà des discours.

#### **Doutes... et faiblesses du pastoralisme**

Les arguments en faveur du développement de l'élevage nomade se heurtent régulièrement à des doutes car le pastoralisme a aussi ses faiblesses (difficultés d'accès de la population à la santé, à la scolarisation, vulnérabilité). Ils se heurtent aussi à de nombreuses idées reçues, plutôt négatives.

Les encouragements à la sédentarisation ont été une réalité historique tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Après les années de grande sécheresse, comme en 1968, 1973, 1983, 1987 ou 1989, l'un des meilleurs moyens d'attirer l'aide au dévelop-

4 : Voir par exemple le document « Politique nationale de développement de l'élevage au Mali » du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, vol.1, 2003.

pement était d'exprimer un « projet de sédentarisation », si bien qu'aux yeux des populations et des décideurs, « sédentarisation » et « développement » se confondaient. Comme l'explique Mohammed Tiessa-Farma Maïga, dans l'opinion de tout un chacun, « le développement était incompatible avec le nomadisme »<sup>5</sup>.

Les politiques de développement n'ont eu de cesse, pendant longtemps, de favoriser l'agriculture au détriment de l'élevage. Ainsi, il est stipulé dans le code domanial que la terre appartient à l'État, mais que des droits à la propriété peuvent revenir à « celui qui la met en valeur », l'élevage n'étant pas considéré comme une forme de mise en valeur. Cela a eu pour effet d'accroître les difficultés d'accès des éleveurs aux ressources, de réduire l'espace pastoral et d'exacerber certains conflits. En réponse à ces tensions, a été adoptée en 2001, à l'Assemblée nationale du Mali, une charte pastorale. Promulguée en 2001 par le président de la République d'alors, Alpha Oumar Konaré, elle a attendu jusqu'en septembre 2006 l'adoption d'un projet de décret fixant ses modalités d'application. Cette lenteur est caractéristique du manque de dynamisme politique dans le domaine de l'élevage.

En réalité, bien que les listes des projets exhibés soient fournies et que certains se réalisent, des solutions de fond et des stratégies concrètes à long terme ne sont pas véritablement mises en place pour l'aménagement pastoral, beaucoup de programmes se cantonnant à une localité précise sur un laps de temps restreint.

Les éleveurs ont à prendre en main tout le processus commercial qui leur permet de vendre leur production, leur seule source de revenus. Or cette commercialisation souffre de multiples problèmes de conditionnement et de conservation. À la présence sur le marché de viande fortement subventionnée et au manque de conventions commerciales pour l'exportation, avec l'Algérie notamment, s'ajoutent les coûts du transport (et les surcoûts liés à la corruption sur les axes routiers d'Afrique de l'Ouest).

5 : Mohammed Tiessa-Farma Maïga, 1997, *Le Mali : de la sécheresse à la rébellion nomade. Chroniques et analyse d'un double phénomène du contre-développement en Afrique sahélienne*, L'Harmattan.

C'est relativement récemment que l'élevage, qui constitue bon an mal an la troisième source d'exportation du pays, semble susciter un regain d'intérêt. C'est ainsi qu'a été créé, le 2 mai 2004, un ministère de l'Élevage et de la Pêche, indépendant de celui de l'Agriculture.

### Solutions politiques

Face à la complexité du contexte et aux nombreuses difficultés inhérentes au pastoralisme (mobilité, dispersion, éloignement des villes), comment soutenir et développer l'élevage pastoral ? Comment permettre aux populations concernées de vivre dans de bonnes conditions tout en favorisant l'intérêt économique du secteur ?

**« Trop souvent encore, développement et pastoralisme sont considérés comme incompatibles. »**

L'idée que le développement des sociétés nomades passe inévitablement par la sédentarisation tend à s'estomper. Grâce au travail des scientifiques et au regard porté sur l'évolution du pastoralisme dans différentes régions du monde, des idées émergent et font peu à peu leur chemin chez les décideurs, sur l'intérêt du nomadisme pastoral et sur ses possibilités d'adaptation aux nouvelles contraintes.

Premièrement, la clarification juridique dans le domaine du foncier semble essentielle. Chartes pastorales et mesures concrètes et explicites sur l'usage des terres, des parcours et des emplacements de campement, méritent d'être définies, afin de faciliter les déplacements et l'accès aux ressources, en bonne entente avec les agriculteurs.

Ensuite, les infrastructures sociales pourraient être adaptées aux caractéristiques des populations nomades. L'exemple de la Mongolie est particulièrement éclairant, les pasteurs mongols ayant su garder toute leur mobilité et un mode d'élevage nomade adapté à des conditions climatiques extrêmes et à un milieu naturel très aride tout en scolarisant

en masse leurs enfants et en ayant un bon accès, depuis quelques années, à l'information<sup>6</sup>. Il en est de même quant à l'amélioration des services vétérinaires et des infrastructures hydrauliques.

Enfin, et puisque les atouts économiques du pastoralisme sont fondamentaux pour sa prise en considération, avant son intérêt d'ordre écologique ou social, il conviendrait de mettre en valeur les productions qui en sont issues et de leur ouvrir l'accès aux marchés. Pour cela, l'organisation de coopératives laitières et la création de vraies structures au niveau local, soutenues par l'État, faciliteraient la collecte, la transformation et la conservation des produits, puis leur acheminement vers les pôles urbains.

Sur ces multiples mesures, qui font leurs preuves ailleurs dans le monde, semble reposer l'avenir du monde pastoral. L'État devrait apparaître comme un initiateur de dynamisme. Mais, pour l'État malien comme pour les pays voisins, la définition des règles de commerce à l'échelle internationale et l'évolution du climat mondial restent difficilement maîtrisables. Or ces deux conditions, économique et climatique, seront certainement déterminantes. Pour peser positivement sur ces deux aspects, tout comme sur la prise de conscience au niveau local des solutions possibles, un rôle éminent revient à la diffusion des connaissances sur les réalités vécues par les populations nomades et surtout sur les potentialités d'adaptation du pastoralisme aux réalités nouvelles, économiques, climatiques, culturelles, sociales.

Trop souvent encore, développement et pastoralisme sont considérés comme incompatibles et les propositions d'adaptation aux réalités nouvelles passent inévitablement par la voie de la sédentarisation. C'est un autre regard, plus fin et plus au fait des possibilités, qu'il faudrait encourager. ■

6 : L. Gardelle, 2010, *Pasteurs nomades de Mongolie. Des sociétés nomades et des États*, Buchet-Chastel.